

Approches Catholiques de l'Exploitation Minière: Etudes de Cas

L'exploitation aurifère artisanale à Madre de Dios, vicariat de Puerto Maldonado, Pérou

Madre de Dios, Amazonie péruvienne

Patrick McQuestion

Doctorant, Institut Kroc d'études internationales sur la paix, École Keough des affaires mondiales, Université de Notre Dame, Indiana, États-Unis



Résumé

La population de Madre de Dios a plus que doublé entre 2000 et 2026. L'arrivée d'un grand nombre de chercheurs d'or a bouleversé le paysage social, politique et écologique de la région d'une manière sans précédent. Ces changements rapides ont engendré plusieurs défis en matière de gouvernance auxquels ni l'État ni le marché n'ont apporté de solutions. S'appuyant sur des décennies d'expérience pastorale dans la région, la Pastorale sociale du vicariat de Puerto Maldonado a endossé le rôle d'acteur de la gouvernance et comblé certaines des lacunes institutionnelles engendrées par le sous-investissement public dans la région. Cette étude de cas met en lumière trois aspects de son action : un soutien organisationnel au processus de formalisation de l'exploitation minière, en mettant l'accent sur les femmes minières artisanales ; une assistance technique en collaboration avec la communauté scientifique pour introduire des pratiques minières « responsables », telles que les tables de tri sans mercure et le reboisement ; et un soutien à des alternatives économiques liées à la forêt. Cette étude de cas montre comment l'Église catholique de Madre de Dios agit comme un nœud central au sein d'un écosystème multi-acteurs qui englobe les dimensions scientifique, économique et agricole afin de promouvoir une écologie intégrale face à la dévastation écologique et à la violence. Elle remet en question le cadre axé sur les conflits qui jusqu'à présent ont caractérisé les récits sur l'implication de l'Église catholique dans le secteur minier en Amérique latine.

1. Contexte

Cette étude de cas analyse les actions menées par l'Église catholique péruvienne pour faire face aux conséquences sociales et écologiques de l'exploitation aurifère informelle en Amazonie péruvienne, dans la province de Madre de Dios, au sud-est du pays. Depuis 2000, la demande en or a considérablement augmenté à l'échelle mondiale, tout comme son prix, qui a été multiplié par plus de quinze, passant d'environ 280 dollars américains l'once en 2000 à plus de 4 000 dollars américains l'once en 2025 (Hartigan, 2025 ; World Gold Council, s.d.). Au Pérou, cette hausse de la demande a coïncidé avec deux changements distincts dans la réglementation du secteur minier. Premièrement, le cadre d'investissement mis en place sous Alberto Fujimori dans les années 1990 – qui plaçait les investisseurs étrangers et nationaux sur un pied d'égalité et supprimait la plupart des obstacles à l'investissement direct étranger dans le secteur minier – est resté largement intact, soutenant des flux de capitaux réguliers vers des zones auparavant inexploitées. Deuxièmement, la loi sur le canon minier (2001) et la loi sur les gouvernements régionaux (2002) ont transféré une part importante des recettes fiscales minières et du pouvoir réglementaire aux gouvernements régionaux et locaux, redéfinissant ainsi la manière dont les coûts et les bénéfices de l'extraction sont répartis sur le territoire. Ensemble, ces changements ont eu des répercussions importantes sur des régions comme Madre de Dios.

À Madre de Dios, la population a plus que doublé entre 2000 et 2026, pour atteindre aujourd'hui plus de 200 000 habitants. Cette croissance a entraîné l'urbanisation rapide de la capitale de la province, Puerto Maldonado. L'arrivée d'un grand nombre de chercheurs d'or et les activités économiques facilitées par l'autoroute interocéanique¹ ont redessiné le paysage social, politique et écologique de la région d'une manière sans précédent. Ces changements rapides ont créé plusieurs défis de gouvernance pour lesquels ni l'État ni le marché n'ont apporté de solutions. L'Église catholique, par le biais de sa Pastorale sociale du Vicariat de Puerto Maldonado, a non seulement fourni une aide humanitaire aux communautés autochtones touchées, mais a également endossé le rôle d'acteur de la gouvernance pour promouvoir une écologie intégrale et combler

¹ L'autoroute, achevée en 2011, relie l'Amazonie péruvienne aux ports de l'océan Atlantique et de l'océan Pacifique. Elle a favorisé le développement de l'agriculture, de l'exploitation forestière illégale et de l'exploitation aurifère dans la région, et a entraîné une déforestation à grande échelle ainsi qu'une contamination de l'eau (Goldstein, 2022 ; Klarenberg et al., 2018).

certaines des lacunes institutionnelles causées par le sous-investissement public dans la région.

S'appuyant sur des recherches de terrain menées à Madre de Dios entre 2024 et 2025,² cette étude de cas met en évidence trois aspects de la réponse du Vicariat aux défis posés par l'exploitation aurifère illégale : un soutien organisationnel au processus de formalisation de l'exploitation minière, en mettant l'accent sur les femmes mineuses artisanales ; l'assistance technique en collaboration avec la communauté scientifique pour introduire des pratiques minières « responsables » telles que les tables de tri sans mercure et le reboisement ; et le soutien entrepreneurial à des moyens de subsistance alternatifs liés à la forêt par le biais de la coopérative COOPSSUR de la Pastorale sociale. Ce cas illustre comment l'Église catholique de Madre de Dios est à la pointe de la gouvernance environnementale, s'appuyant sur des décennies d'expérience pastorale dans la région et sur les principes théologiques de *Laudato Si'*, qui ont renforcé son travail social et écologique déjà en cours. Elle agit comme un nœud central dans un écosystème multi-acteurs qui englobe les dimensions scientifique, économique et agricole afin de promouvoir une écologie intégrale face à la dévastation écologique et à la violence. Avant de décrire la situation de l'exploitation aurifère à Madre de Dios et d'analyser les réponses de l'Église, je présente brièvement le contexte de l'Église catholique au Pérou, en particulier l'influence de la théologie de la libération et de *Laudato Si'*, ainsi que le contexte général de l'exploitation minière dans le pays.



À l'instar de l'Église au Brésil (voir l'étude de cas sur la mine d'or de Belo Sun dans le diocèse de Xingu), l'Église catholique péruvienne a interprété le Concile Vatican II à la lumière des réalités de la pauvreté et des inégalités. Une grande partie de l'Église péruvienne a adhéré au mouvement émergent de la théologie de la libération, en favorisant les communautés ecclésiales de base et en appliquant la méthodologie « voir-juger-agir » de l'action sociale (Mainwaring et Wilde, 1989). Une grande partie de cet élan découlait des travaux de Gustavo Gutiérrez, dont la conférence de 1968 intitulée « Hacia una teología de la liberación » – prononcée quelques semaines avant la conférence historique de Medellín du CELAM et développée par la suite dans son ouvrage de 1971, *Une théologie de la libération* – a donné au mouvement à la fois son nom et son texte fondateur. La même année, le Synode mondial des évêques s'est réuni à Rome, produisant *Justice dans le monde*, un document largement façonné par les évêques des régions les plus pauvres et connu pour avoir déclaré que « l'action en faveur de la justice et la participation à la transformation du monde » constituaient une « dimension constitutive de la prédication de l'Évangile » (Helgen 2020, p. 202 ; Synode des évêques, 1971). Les évêques péruviens ont activement contribué à ce courant au sein du catholicisme mondial, en plaidant pour une pédagogie critique dans l'éducation, une plus grande participation des laïcs à l'administration paroissiale et la protection des droits de l'homme.

Sur le terrain, l'activisme catholique au Pérou s'est mobilisé par le biais d'organismes tels que l'Institut pour l'éducation rurale (Instituto para la Educación Rural, IER), créé en 1961 pour dispenser une formation technique aux communautés agricoles. Sous le régime militaire de gauche du général Juan Velasco Alvarado (1968-1975), l'IER, qui opérait à partir des structures organisationnelles de l'Église au niveau local dans tout le pays, est devenu un vecteur des programmes de réforme agraire grâce à des initiatives éducatives et à la création de syndicats et d'associations *paysannes*. Si la réforme agraire ne s'est pas poursuivie sous la dictature du général

² Cette étude de cas s'appuie sur le projet de recherche doctorale de l'auteur, intitulé « *Conflict Settlements and Extractive Governance in Colombia and Peru* » (Règlement des conflits et gouvernance des industries extractives en Colombie et au Pérou), mené à l'université de Notre Dame.

Francisco Morales-Bermúdez (1975-1980), l'IER continue d'exercer ses activités aujourd'hui, répondant aux besoins des citoyens les plus marginalisés du Pérou.

Sous le régime de Morales-Bermúdez et pendant la période de transition démocratique, le rôle de l'Église dans le développement des communautés locales s'est détourné du soutien économique pour se concentrer sur la défense des droits de l'homme. Les dirigeants de l'Église se sont largement unis pour condamner la violence d'État sous le régime militaire répressif, et ont continué à le faire pendant la violence politique des années 1980 et 1990, lorsque les forces de l'État ont affronté les groupes de guérilla insurgés, notamment le *Sentier lumineux* et le *Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru*. Les paroissiens ont organisé des associations para-ecclésiastiques de défense des droits de l'homme telles que l'Association pour les droits de l'homme (APRODEH) et l'Institut de défense juridique (IDL), toutes deux créées en 1983, ainsi que l'Association des familles des victimes du terrorisme (AFAVIT) en 1992 (Zegarra, 2023, pp. 22-23).

Au cours de cette période, cependant, l'action sociale de l'Église a commencé à se heurter à une résistance externe et interne quant à la manière de répondre aux nouveaux défis sociaux et économiques, notamment autour de l'exploitation minière. À l'époque du Concile Vatican II et dans la période qui a suivi, entre 1950 et 1975, le secteur minier contribuait de manière relativement modeste (environ 11 %) au produit intérieur brut (PIB) national par rapport aux périodes précédentes et suivantes. Cette tendance a radicalement changé avec l'introduction des premières réformes néolibérales sous la dictature de Morales-Bermúdez et tout au long de la période de transition démocratique, lorsque la part du secteur est passée à environ 17 %, pour se maintenir à des niveaux légèrement supérieurs (environ 13 %) de manière constante depuis 1990 (Banco Central de Reserva del Perú, différentes années).

L'élection du pape Jean-Paul II en 1978 a marqué le début d'une nouvelle ère pour l'Église catholique à l'échelle mondiale et au Pérou. Originaire de Pologne, pays alors sous l'emprise du bloc soviétique, le nouveau pape se montrait sceptique face aux éléments marxistes de la théologie de la libération, notamment l'analyse structurelle des conflits de classe. Au Pérou, il nomma plusieurs évêques qui s'opposeraient fermement aux principes de la théologie de la libération selon lesquels l'action en faveur de la justice est un élément essentiel de la mission de l'Église, comme le prêtre de l'Opus Dei Juan Luis Cipriani Thorne à Ayacucho, qui deviendra plus tard archevêque de Lima de 1999 à 2019. Cette position concernant la mission de l'Église a coïncidé avec une hyperinflation record, une guerre civile et la corruption du gouvernement, chacun de ces éléments créant des crises de légitimité pour les projets politiques de Fernando Belaúnde (1980-1985) et d'Alan García (1985-1990). Ces circonstances ont conduit à une remise en question fondamentale du rôle de l'Église dans la vie économique et sociale du pays, et il y a eu une division interne entre ceux qui prônaient l'action en faveur de la justice sociale et ceux qui considéraient le rôle de l'Église comme purement sacramentel et humanitaire, consistant à venir en aide aux personnes dans le besoin sans remettre en cause les structures qui maintiennent les gens dans la pauvreté.

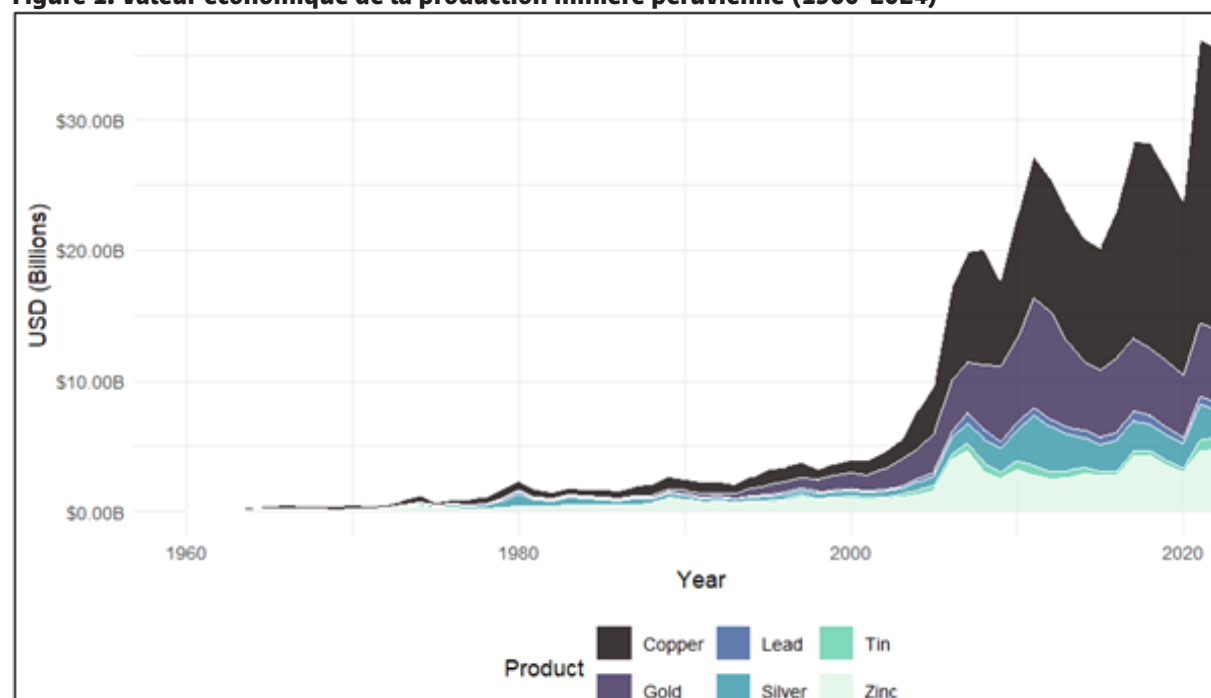
Alberto Fujimori (1990-2000) a encore transformé la structure politique et économique du Pérou, et ce faisant, a encore davantage empêché l'Église de participer à l'action sociale et politique. Le style autocratique de Fujimori – incarné par l'*autogolpe* de 1992 et l'utilisation systématique des services de renseignement pour discipliner la société civile – a restreint l'espace dans lequel les syndicats liés à l'Église, les associations *paysannes* et les groupes de défense des droits de l'homme pouvaient opérer, alors même que son administration privatisait des centaines d'entreprises publiques dans de multiples secteurs économiques, y compris le secteur minier, et supprimait les subventions d'État et les contrôles des prix qui avaient profité aux citoyens les plus pauvres du Pérou. L'assouplissement des restrictions économiques a renforcé le pouvoir des multinationales, dont

beaucoup en sont venues à éclipser l'État en termes de ressources et de pouvoir. Conjuguées aux réformes de décentralisation du début des années 2000, ces politiques ont entraîné une croissance soutenue de la part du secteur minier dans l'économie péruvienne.

À mesure que les investissements privés se développaient, les efforts de plaidoyer de l'Église se sont détournés du secteur public pour se tourner vers le secteur privé. Dans ce nouveau contexte, des dirigeants « entrepreneurs » ont émergé, cherchant à renforcer la position des pauvres au sein de l'économie politique néolibérale. À la fin de l'ère Fujimori, Sarah Brooks (1999) a montré comment les responsables ecclésiastiques locaux ont noué des alliances avec le secteur privé pour militer en faveur des droits des enfants, de l'indemnisation des travailleurs et d'autres protections sociales et économiques. Dans un cas frappant, la Commission épiscopale pour l'action sociale (Comisión Episcopal para la Acción Social, CEAS) a racheté une usine de traitement de l'or à Caravelí, dans la région d'Arequipa, afin d'étendre son action dans le secteur minier (« Pastoral Minera »). Les agents de l'Église, écrit Brooks, « ont formé la population locale à la gestion de l'usine de traitement et à la conduite d'une entreprise productive dans le but de mettre fin à leur dépendance vis-à-vis des subventions externes et de l'aide alimentaire du gouvernement » (Brooks 1999, p. 71). Ces activités s'inscrivaient en partie dans la continuité des principes de justice sociale de l'Église postconciliaire au Pérou, mais elles reflétaient également une transformation substantielle en termes de structure et de stratégie, visant à soutenir le développement humain par l'autonomisation économique dans le secteur privé.

Si l'exploitation minière représente aujourd'hui une source plus stable de croissance macroéconomique pour le Pérou, elle a eu un coût écologique et social élevé pour certaines communautés. Le boom mondial des matières premières qui a débuté vers 2007 et la demande en minéraux de terres rares ont incité le secteur minier à connaître une croissance sans précédent (voir figure 1). Le cuivre et l'or dominent les exportations minières péruviennes, et comme ces métaux sont relativement accessibles aux mineurs artisanaux, le pays dispose aujourd'hui d'importants secteurs miniers informels.

Figure 1. Valeur économique de la production minière péruvienne (1960-2024)



Sources : Banco Central de Reserva del Perú (BCRP) et Banque mondiale (valeurs estimées des exportations).

Malgré les changements décrits ci-dessus, la position de l'Église catholique au Pérou vis-à-vis de l'exploitation minière est restée globalement cohérente depuis les années 1960. Plutôt que de proposer des solutions politiques en tant que telles, l'Église a adopté des positions morales sur des questions clés, jouant le rôle de médiateur dans les conflits locaux surgissant dans des contextes où les intérêts des sociétés minières et des communautés s'opposent, comme dans les cas de Tambogrande (province de Piura) et de La Oroya (province de Junín), où des sociétés minières commerciales ont acquis des concessions sur des terres précieuses et sacrées, provoquant une réaction violente de la communauté qui a été canalisée par des représentants de l'Église lors des négociations avec les responsables de l'État pour le report des activités minières (Ávila Fernández, 2004 ; Barreto, 2005). Depuis les réformes de libéralisation des années 1990, l'Église s'est engagée activement dans la société civile en tant que facilitatrice de solutions dans les conflits miniers (Arellano-Yanguas, 2014). La publication de *Laudato Si'* en 2015 a rallié l'Église catholique péruvienne autour de la défense des droits humains et de la protection de l'environnement dans le secteur minier, parallèlement à la nomination d'évêques par le pape François, dans la lignée du Concile Vatican II, et au remplacement du cardinal Cipriani en 2019. Mais depuis au moins 2000, Madre de Dios est un lieu clé où l'Église péruvienne a innové dans ce sens, représentant l'avant-garde d'une ère environnementaliste dans la pastorale sociale et apportant des réponses innovantes aux défis sociaux et écologiques découlant de l'exploitation minière. L'expansion de l'exploitation minière informelle, en particulier, soulève des problèmes spécifiques qui exigent des réponses allant au-delà de la médiation.

2. L'exploitation aurifère informelle à Madre de Dios

Le territoire de Madre de Dios ne fait pas partie d'un diocèse mais d'un territoire de mission : le Vicariat apostolique de Puerto Maldonado (*Vicariato Apostólico de Puerto Maldonado*), qui est la représentation institutionnelle de l'Église dans la région. D'abord établi comme préfecture apostolique en 1900 par le pape Léon XIII, puis élevé au rang de vicariat en 1956, il a été dirigé par l'Ordre dominicain et est actuellement dirigé par l'évêque-vicaire David Martínez de Aguirre Guinea, OP. Sa juridiction pastorale, divisée en 19 paroisses et 7 postes missionnaires, couvre un territoire d'environ 150 000 kilomètres carrés (cinq fois la taille de la Belgique) dans l'une des régions les plus riches en biodiversité et les moins densément peuplées d'Amérique latine. La région est composée à plus de 90 % de forêt tropicale et abrite plus de 37 communautés autochtones (Torre-Marín Rando et al., 2021).

Le vicariat est composé d'un ensemble de membres ecclésiastiques et laïcs et collabore avec un réseau d'institutions pour mener à bien sa mission sociale et environnementale (Vicariat apostolique de Puerto Maldonado, s.d.). Caritas Madre de Dios (ou *Pastoral Social Madre de Dios*), le bras institutionnel du vicariat chargé du travail de développement, gère des programmes de terrain dans les domaines de l'agroforesterie et de l'aide sociale. Cela inclut la COOPSSUR (*Cooperativa Agraria de Servicios Múltiples Sur Oriente*), une initiative phare en matière de leadership entrepreneurial qui met en commun la gestion des terres et des ressources parmi les communautés agricoles situées le long du corridor de l'autoroute interocéanique et s'étendant aux communautés situées le long des affluents des fleuves Tambopata et Madre de Dios. En dehors de la structure organisationnelle du vicariat se trouve le Centre pour l'innovation scientifique amazonienne (Centro para la Innovación Científica Amazonía, CINCIA), une organisation non gouvernementale locale créée en 2016 en collaboration avec l'université de Wake Forest. Il est dirigé par un biologiste et fondateur de Caritas Madre de Dios, César Ascorra. Le CINCIA mène des recherches scientifiques sur les impacts de l'exploitation minière dans la région et pilote des efforts de restauration écologique. Plus récemment, le Programme universitaire amazonien (Programa Universitario Amazónico, PUAM) a été créé en réponse aux conclusions du Synode panamazonien de 2019 afin d'offrir un enseignement supérieur dans toute la région, en coordination avec la Conférence ecclésiale

de l'Amazonie (Conferencia Eclesial de la Amazonia, CEAMA) et le Réseau ecclésial panamazonien (Red Eclesial PanAmazonica, REPAM). Ces institutions ne sont pas officiellement constituées en réseau ou en programme, mais le chevauchement de leur personnel et de leurs missions alimente la stratégie pastorale sociale à plusieurs volets du vicariat. La force centripète qui rassemble ce réseau tient en grande partie à l'expansion spectaculaire des activités aurifères informelles et illégales à Madre de Dios (MDD) depuis le début des années 2000,³ ainsi qu'aux défis spécifiques qu'elle pose à la région.

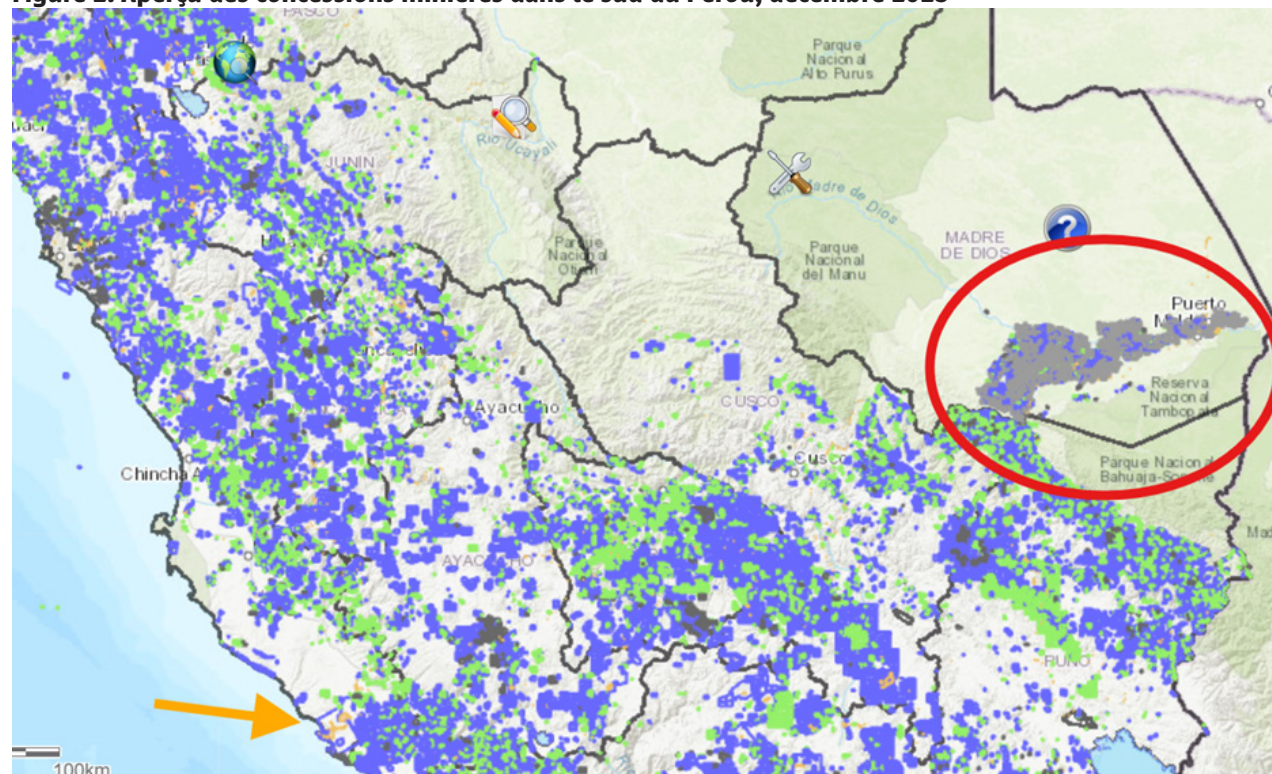
Contrairement à d'autres conflits autour des sites d'extraction, où les sociétés minières disposant de concessions foncières revendiquent le droit de lancer des opérations et où la communauté locale réagit, les conflits liés à l'exploitation minière informelle sont plus diffus et plus difficiles à observer. Cela s'explique par deux facteurs partiellement liés. Premièrement, l'exploitation minière informelle est une activité non réglementée. Plutôt que des entreprises tournées vers le public, dotées de conseils d'administration ou de dirigeants pouvant être amenés à la table des négociations, l'exploitation minière informelle est une entreprise collective fragmentée impliquant plusieurs intermédiaires informels. Il n'existe pas de « secteur » minier informel à proprement parler, mais plutôt un ensemble composite et dynamique d'opérations, de petite à moyenne échelle, qui attirent toute une gamme d'acteurs et d'activités spéculatives. Les responsables religieux, les organisations de la société civile et même les bureaux locaux des médiateurs n'ont pas d'interlocuteurs clairs avec lesquels s'engager pour établir des règles de gouvernance du secteur extractif. Deuxièmement, la prévisibilité des conflits liés à l'exploitation minière informelle est faible, voire inexistante. Comme ses limites sont floues et que les coûts d'entrée sont relativement faibles, les zones d'exploitation minière informelle constituent des environnements instables où des conflits liés au territoire, aux machines, aux prix et à d'autres éléments peuvent éclater parfois quotidiennement.

Ces deux facettes de l'exploitation minière informelle – activités non réglementées et imprévisibilité – posent de nombreux défis à la gouvernance, et donc à l'action de l'Église en matière de justice sociale et de protection de l'environnement. Cette complexité est également soulignée par des anomalies juridiques, comme en témoigne le statut des concessions minières dans des régions telles que Madre de Dios. Un aperçu datant de décembre 2025 des concessions minières enregistrées dans les régions du sud du Pérou, accessible au public sur le site web GEOCATMIN, montre qu'à Madre de Dios, la majorité des concessions minières sont expirées (*extinguidas*), côtoyant quelques concessions non expirées (*vigentes*) (voir figure 2). C'est précisément dans ce paysage de concessions expirées que l'expansion de l'exploitation minière informelle prend racine : une étude de 2024 du registre régional des concessions a révélé que, sur les 2 702 droits miniers enregistrés à Madre de Dios en juillet 2022, 50,9 % avaient expiré et ne pouvaient être renouvelés, alors qu'environ 45,3 % de l'activité minière était exercée à l'intérieur de ces zones de concessions expirées (Cardó, 2024, p. 32). Les opérations informelles dans ces zones bénéficient des intrants fournis aux opérations formelles – machines, main-d'œuvre, sécurité – et des liens de la chaîne d'approvisionnement qu'elles offrent, qui, dans ce cas, concernent principalement les négociants en or et en bois. En dehors de Madre de Dios, une part importante des concessions dans le sud du Pérou est en cours d'examen (en trámite), et il existe très peu de concessions dotées d'usines de traitement

³ L'exploitation aurifère artisanale et à petite échelle (ASGM) informelle et illégale désigne une extraction à petite échelle, à forte intensité de main-d'œuvre et à faible capitalisation – généralement pratiquée par des individus, des familles ou des coopératives non enregistrées – qui utilise des technologies rudimentaires (sas, dragues, amalgamation au mercure) et opère en dehors ou seulement partiellement dans le cadre des réglementations nationales. Les mineurs « informels » sont parfois enregistrés dans le cadre du régime transitoire REINFO (Registre global pour la formalisation minière) du Pérou, mais ne se conforment pas encore pleinement aux exigences environnementales, sociales et fiscales ; les mineurs « illégaux » sont ceux qui opèrent sans aucun enregistrement, ou à l'intérieur de zones protégées par la loi telles que les parcs nationaux ou les réserves autochtones où l'exploitation minière est interdite. À l'échelle mondiale, l'ASGM produit environ 15 à 20 % de l'or mondial et assure la subsistance d'environ 15 millions de mineurs dans plus de 70 pays, tout en constituant la plus grande source d'émissions anthropiques de mercure (Gibb et O'Leary, 2014 ; Keane et al., 2023).

(*plantas de beneficio*), ce qui reflète la dispersion géographique du secteur et son industrialisation partielle. Selon des rapports récents du Congrès, il existe plus de 37 000 concessions non expirées à l'échelle nationale, mais seules 3,2 % d'entre elles font l'objet d'une exploration ou d'une exploitation active par des opérations minières (Olano, 2025).

Figure 2. Aperçu des concessions minières dans le sud du Pérou, décembre 2025



Remarque : le bleu indique les concessions actives ; le vert indique les concessions en cours d'examen ; le gris indique les concessions expirées ; l'orange indique les usines de raffinage. Le rouge cercle met en évidence Madre de Dios. Source des données : GEOCATMIN (décembre 2025).

Situés dans une zone de transition écologique entre les Andes tropicales et le bassin amazonien, les cours d'eau et les bassins versants de la région de Madre de Dios recèlent des gisements d'or alluviaux accessibles qui attirent des mineurs migrants venus des villes des hauts plateaux andins péruviens et d'ailleurs. L'exploitation aurifère est l'activité économique dominante dans la région de Madre de Dios, représentant plus de 40 % du produit intérieur brut (PIB) local. Une étude réalisée en 2022 par Conservación Amazónica (ACCA) et le projet USAID/Prevenir, s'appuyant sur des images satellites à haute résolution, a identifié 3 551 sites miniers actifs dans la région de Madre de Dios, employant environ 46 601 personnes : 12,6 % (5 888) opérant de manière formelle, 67,4 % (31 390) de manière informelle et 20,0 % (9 323) de manière illégale à l'intérieur de zones légalement protégées (Conservación Amazónica & Proyecto Prevenir de USAID 2022, 18 ; voir également Damonte, 2018 ; Valdés, Basombrío et Vera, 2019 ; USAID/PERU, 2020).⁴ La ruée vers l'or alimentée par les matières premières et l'achèvement de l'autoroute interocéanique en 2011 ont également accéléré la croissance démographique, qui a augmenté de 50 %, passant de 109 000 habitants en 2007 (Instituto Nacional de Estadística e Informática, 2018) à 163 000 en 2024 (CPI Research, 2024). L'autoroute a considérablement réduit le coût du transport du

⁴ Des travaux universitaires ultérieurs ont utilisé l'imagerie satellite pour affiner ces estimations et évaluer les impacts environnementaux de l'exploitation minière (Araújo-Flores et al., 2024 ; Caballero Espejo et al., 2018 ; Torre-Marín Rando et al., 2021).

carburant, des machines et de l'or dans toute la région, et a redéfini la géographie de la gouvernance. Elle a également étendu la zone minière informelle de La Pampa le long des abords de l'autoroute – aujourd'hui la frontière minière la plus déboisée et la plus contestée de la MDD, et le principal site des opérations de répression menées par l'État.

L'exploitation minière informelle a fait l'objet de politiques publiques qui se sont révélées, au mieux, inefficaces, et au pire, néfastes. L'État péruvien a créé le Registre intégral de formalisation minière (REINFO) et a établi des réglementations environnementales dans le cadre de la loi sur l'environnement de 2005, mais la période probatoire pendant laquelle les mineurs actifs au titre du REINFO étaient autorisés à exercer leurs activités tout en se conformant aux exigences du Ministère de l'Énergie et des Mines (Ministerio de Energía y Minas, MINEM) – initialement fixée à trois ans – a été modifiée par la suite par le Congrès national afin d'accorder aux mineurs des périodes de transition plus longues pour se mettre en conformité (Wilson, Quiñón et Sánchez-Ancochea, 2024). L'État ne dispose pas de la capacité institutionnelle nécessaire pour mettre en œuvre cette politique de manière cohérente. Par exemple, le Parquet spécialisé en matière environnementale (Fiscalía Especializada en Materia Ambiental, FEMA) de Madre de Dios gère cinq bureaux chargés d'enquêter sur les crimes environnementaux tels que l'utilisation de mercure ou de machines lourdes non autorisées, mais l'ensemble de la province n'est couvert que par quatorze procureurs. Selon le procureur chargé des questions environnementales, cela reflète un niveau d'investissement bien inférieur à ce qu'exige le problème. Les grandes opérations de répression, notamment *l'Opération Mercurio*, lancée en février 2019 – une intervention multi-agences qui a déployé environ 1 200 policiers et 300 militaires pour démanteler les camps miniers illégaux, les dépôts de carburant et les comptoirs d'achat d'or dans le corridor de La Pampa – ont entraîné des réductions à court terme de la déforestation, mais se sont avérées non durables (Dethier et al., 2023 ; SPDA, 2019). Les mineurs sont revenus dans la région lorsque les contrôles se sont relâchés pendant la pandémie de COVID-19, et la déforestation a repris (Araújo-Flores et al., 2024). L'économie criminelle que *l'Operación Mercurio* cherchait à démanteler s'est depuis reconstituée sous l'égide de groupes armés tels que *Los Guardianes de la Trocha*, qui, en 2025-2026, contrôlaient l'accès aux mines, la « sécurité » et les flux d'or dans une grande partie de La Pampa, et ont été impliqués dans des actes d'extorsion à l'encontre tant des mineurs légaux que des journalistes (Colombi, 2026). La corruption des autorités locales, qui a fait l'objet d'enquêtes journalistiques et universitaires dans la région, complique encore davantage l'application de la loi (Asociación para la Investigación y Desarrollo Integral, 2020 ; Cortés-McPherson, 2019 ; Orozco et Arce, 2024 ; Paredes, Gianella et Olivera, 2024). L'actuel gouverneur de MDD, Luis Otsuka Salazar, a une expérience dans le secteur minier et a fait preuve d'un engagement limité en faveur de la réglementation.

Dans ce contexte de gouvernance – caractérisé par des mandats réglementaires complexes, une capacité d'application insuffisante, des niveaux élevés d'informalité et une dépendance économique structurelle vis-à-vis d'un secteur réfractaire à la réglementation –, le Vicariat de Puerto Maldonado et les organisations alliées ont mis au point plusieurs réponses. Ces réponses ne consistent ni en une condamnation morale ni en une médiation, comme c'est le cas avec l'exploitation minière industrielle à grande échelle. Plutôt que de s'opposer aux sociétés minières, le Vicariat a dû naviguer dans un paysage où il n'existe aucun interlocuteur corporatif identifiable. Par définition, l'exploitation minière informelle est un secteur fragmenté et amorphe, sans dirigeants à convoquer à la table des négociations, ni actionnaires à qui demander des comptes. Au lieu de cela, le Vicariat a assumé des fonctions s'apparentant à celles de l'État en matière de gouvernance, aidant les citoyens à s'y retrouver dans la réglementation minière et à trouver des moyens de subsistance alternatifs, car les institutions publiques en sont souvent incapables. La section suivante examine ce rôle de gouvernance de substitution sous trois angles : le soutien à la formalisation, l'assistance technique et scientifique, et les moyens de subsistance alternatifs par le biais de l'agroforesterie coopérative.

3. Les réponses collaboratives du Vicariat à l'exploitation aurifère informelle

Améliorer la gouvernance : soutenir la formalisation et le réseau des femmes mineures

L'une des caractéristiques les plus distinctives de l'engagement du Vicariat auprès de l'exploitation minière informelle dans le MDD est son rôle dans le soutien au processus de formalisation, qui est mis en œuvre de manière inefficace par l'État. Cela positionne l'Église et les institutions alliées comme des facilitateurs actifs du respect de la réglementation gouvernementale, souvent à leurs propres frais et sans soutien réciproque de l'État.

Des décrets législatifs adoptés à partir de 2002 ont imposé aux mineurs informels de s'inscrire au Registre global pour la formalisation minière (REINFO) du MINEM, de prouver qu'ils détiennent une concession valide et de se conformer à l'Instrument de gestion environnementale et de contrôle pour la formalisation minière (Instrumento de Gestión Ambiental y Fiscalización para la Formalización de Actividades de Pequeña Minería y Minería Artesanal, IGAFOM), qui précise les protocoles d'utilisation de l'eau, les procédures de préservation de la couche arable, les calendriers de surveillance périodique et les normes d'infrastructure. Le processus est coûteux, techniquement exigeant et administrativement lourd. L'enregistrement à lui seul coûte plus de 25 000 S/ (environ 7 500 USD). Les spécialistes techniques et les capacités de documentation entraînent des coûts supplémentaires. Surtout, le cadre normatif a été conçu pour l'exploitation minière « ponctuelle » – de petites opérations souterraines ou à ciel ouvert extrayant un filon minéral fixe, courantes dans les hautes terres andines – mais pas pour l'exploitation minière alluviale de plaine caractéristique de l'Amazonie, où l'or est dispersé dans les sédiments du lit des rivières et où l'extraction suit des cours d'eau changeants. En conséquence, les mineurs des MDD sont confrontés à des exigences de conformité conçues pour une géographie différente, ce qui crée un décalage entre l'intention réglementaire et la faisabilité pratique. Un spécialiste technique du CINCIA travaillant avec les communautés minières de la région a fait remarquer, lors de l'inauguration en octobre 2024 du Réseau national des femmes dans l'exploitation minière artisanale à petite échelle (*Red Nacional de Mujeres en Minería Artesanal y Pequeña Escala*, ou RNM-MAPE) que la politique de formalisation post-2002 était au point mort, que certaines concessions de MDD empiétaient sur des droits forestiers et qu'en 2024, le cadre juridique du MAPE ne tenait toujours pas compte des réalités opérationnelles de l'exploitation minière fluviale en Amazonie. La portée de la formalisation confirme cette lacune : en 2023, environ 9 255 mineurs du MDD étaient enregistrés dans le REINFO, mais seuls environ 2 043 étaient en cours de formalisation, et moins de 3 % de l'ensemble des inscrits avaient présenté plus d'une des cinq accréditations requises (Cardó, 2024, p. 7).

L'expérience de Lucila Huanca, exploitante minière et responsable du RNM-MAPE, illustre le processus de formalisation et les anomalies qu'il engendre (Artisanal Mining Grand Challenge : l'Amazonie, s.d.). Ancienne enseignante originaire de Puno, dans les hautes terres du sud du Pérou, Lucila s'est lancée dans l'exploitation minière aux côtés de son mari et de sa famille au début des années 2000, pendant les premières années de la ruée vers l'or de la MDD. Interrogée dans le cadre de la recherche doctorale de l'auteur, elle se souvient avoir ressenti une pression pour se formaliser, mais que naviguer dans l'IGAFOM était complexe et a pris des années : présenter la documentation au MINEM et au ministère de l'Environnement, payer les frais initiaux, se former à la surveillance et à la gestion de l'eau, engager des spécialistes comme l'exigent les protocoles de surveillance (le non-respect de cette obligation entraîne une amende), maintenir les infrastructures d'exploitation, les logements et une cuisine pour les travailleurs conformes aux normes, et recevoir des observations répétées des inspecteurs sans voie claire vers la mise en conformité. Elle a également noté qu'aucune des machines sur le site n'était neuve – toutes avaient été achetées à crédit – et que les coûts permanents liés à la mise

en conformité avec la formalisation entraient en concurrence directe avec les dépenses d'exploitation et les salaires des quelque dix familles qui se relayaient et dont la subsistance dépendait du site minier. Lucila a toutefois conclu que, malgré ces coûts, la formalisation était une condition de la dignité collective et de la durabilité.

L'importance de l'expérience de Lucila ne réside pas dans la difficulté technique de la formalisation, mais dans le contexte structurel dans lequel elle s'inscrit. Elle a supporté l'intégralité du coût de la mise en conformité, alors que l'État n'offrait pratiquement aucune incitation positive à le faire. De plus, l'État a appliqué de manière inégale la politique de formalisation à l'encontre des mineurs non conformes situés à proximité. Cette disparité a été soulignée avec force par d'autres mineuses du RNM-MAPE : en tant que mineuses formalisées, elles se sentaient désavantagées par rapport aux mineuses informelles, libres de travailler sans contraintes ni surveillance. De plus, les coûts liés aux machines sont plus élevés pour les mineuses formalisées, car elles ne bénéficient pas des subventions de l'État dont bénéficient les mineuses informelles. Pour Lucila, les exigences de la formalisation l'ont également obligée à prendre des engagements en matière d'agroforesterie qui ont entraîné des coûts supplémentaires sans retour immédiat. Les femmes de RNM-MAPE se sont senties abandonnées par l'État, qui les a laissées supporter tous les coûts du processus de formalisation sans rien faire pour empêcher l'exploitation minière informelle.

Cette dynamique paradoxale – dans laquelle l'État péruvien impose des coûts de mise en conformité élevés aux petits exploitants miniers tout en échouant à faire respecter le cadre réglementaire à grande échelle contre les opérateurs informels – finit par délégitimer son rôle. Elle pénalise ceux qui tentent de se conformer tout en n'offrant aucun moyen de dissuasion crédible à ceux qui ne le font pas. En tant que telle, elle fonctionne comme une politique régressive qui désavantage structurellement les acteurs les plus responsables du secteur minier. Au cœur de ce paradoxe, le CINCIA et Caritas MDD ont assumé une fonction de gouvernance qui compense les ressources insuffisantes de l'État en fournissant des conseils, un soutien technique, un appui organisationnel et de la crédibilité aux mineurs qui souhaitent se formaliser mais qui manquent des ressources ou des connaissances pour le faire de manière indépendante. La réunion d'inauguration du RNM-MAPE en octobre 2024, à laquelle l'auteur a assisté et qui s'est ouverte par une prière et des salutations aux responsables ecclésiastiques présents, comme Manuel Jesús Romero, OP, du vicariat apostolique de Puerto Maldonado, illustre comment les institutions liées à l'Église facilitent le processus de formalisation pour une population qui, sans cela, n'aurait aucun interlocuteur fiable.

Si la relation entre le vicariat de Puerto Maldonado et le RNM-MAPE est souvent indirecte, elle est déterminante pour la légitimation institutionnelle. Le réseau de femmes bénéficie du soutien organisationnel de *Solidaridad*, le bureau péruvien de l'ONG internationale *Solidaridad Network*, qui, depuis 2021, accompagne les femmes mineures à Puno, Arequipa, Madre de Dios et Junín à travers son programme RECLAIM Sustainability (*Solidaridad Network*, s.d.). *Solidaridad* aide à coordonner et à consigner les réunions et à réunir des partenaires tels que le CINCIA, la Wyss Academy (une filiale de l'université de Wake Forest) et même des institutions publiques comme le ministère péruvien de la Femme. Le CINCIA lui-même a été fondé par le chercheur Cesar Ascorra, qui entretient des liens de longue date avec la pastorale sociale amazonienne. Le personnel de Caritas MDD est systématiquement présent aux événements du réseau. Cette relation illustre une tendance plus large au sein de l'« écosystème » du vicariat, où l'influence de l'Église est proche et s'exerce par l'intermédiaire d'organisations ayant des liens institutionnels profonds. Cela place l'Église dans une position stratégique lui permettant de maintenir des liens entre des groupes sociétaux idéologiques et professionnels sans s'exposer aux inconvénients que pourraient entraîner des liens plus formels avec l'Église – parmi lesquels le risque de fragmenter la propre base du Vicariat en donnant l'impression de prendre parti dans les conflits entre les intérêts miniers, autochtones

et de conservation, ainsi que les risques de sécurité plus immédiats liés à un soutien institutionnel visible dans un environnement où les défenseurs de la formalisation font face à des pressions criminelles.

La dimension de genre du processus de formalisation dans la MDD mérite une attention particulière. Comme l'ont souligné les intervenants lors de la cérémonie d'inauguration du RNM-MAPE, les femmes occupent une position structurellement distincte dans le secteur minier. Elles sont à la fois plus vulnérables – stigmatisées comme des mineuses qui détruisent l'environnement, exposées aux réseaux de traite qui s'attaquent aux femmes et aux filles dans les campements miniers, et surreprésentées en tant que chefs de famille – mais aussi visiblement engagées dans une responsabilité communautaire et environnementale à long terme d'une manière que les mineurs masculins ne sont pas. Les femmes présentes à l'inauguration, représentant des réseaux de MDD, Puno et Arequipa, ont réitéré, tant dans leurs interventions orales que dans un documentaire sur leur réseau, que la formalisation, les technologies propres et la restauration des terres n'étaient pas de simples normes réglementaires, mais des engagements éthiques. Comme l'a déclaré Lucila : « Je suis de cette terre, et je ne la quitterai pas ; nous utilisons des procédés innovants pour maintenir l'élan. Dans mon cas, nous utilisons la table vibrante plutôt que le mercure. » Une autre femme a souligné que l'objectif du RNM-MAPE est de mettre en relation toutes les femmes travaillant dans l'exploitation aurifère du pays et de créer une plateforme institutionnelle pour partager leurs expériences. Cela met en évidence un projet politique plus ambitieux, allant au-delà du simple soutien technique à la formalisation.



Dans ce cas, l'Église joue un rôle de médiateur, par l'intermédiaire d'organisations telles que le CINCIA, et apporte un soutien précieux à ces mineuses d'or informelles. En tant que premier réseau de femmes dans le secteur minier du pays, une responsable a déclaré lors de l'inauguration du réseau : « Nous avons été oubliées jusqu'à présent par la politique nationale ; nous renaissons, et nous devons être reconnues au niveau national. » En soutenant la réunion, en offrant une expertise technique et en établissant des liens avec des acteurs internationaux tels que des universités aux États-Unis, le CINCIA et le Vicariat ont permis aux mineuses informelles de se faire entendre sur la scène politique, ce qui aurait autrement été compromis. Non seulement ce partenariat entre le Vicariat et des organisations techniques aide les individus à naviguer dans le processus de formalisation, mais il contribue également à renforcer les capacités organisationnelles des groupes sociaux marginalisés afin qu'ils puissent formuler des revendications collectives auprès de l'État.

Assistance technique : technologies sans mercure, restauration des terres et incitations de l'État

Une deuxième dimension de l'engagement du Vicariat auprès de l'exploitation minière informelle dans la MDD est de nature technique. Il collabore avec des institutions scientifiques et de vulgarisation agricole pour soutenir l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement et de restauration. Cette dimension collaborative de l'Église péruvienne a également été observée dans l'étude de Graeter (2017) sur le « projet Revive the Mantaro » dans la province de Junín, située dans les hauts plateaux centraux, qui documente une combinaison

similaire de pastorale et d'expertise scientifique pour lutter contre la contamination au plomb produite par les fonderies. Comme dans le cas du Mantaro, la présence de longue date de l'Église au sein des communautés de la MDD lui permet de faciliter la collaboration entre les institutions scientifiques et les populations actives dans l'exploitation minière informelle, qui pourraient autrement se montrer réticentes à l'égard des chercheurs externes.

Le CINCIA est un vecteur central de cette collaboration technique dans le secteur de l'exploitation aurifère informelle à Madre de Dios. Fondé en 2016, il a entretenu des relations actives avec Caritas Madre de Dios tout au long de son développement pour devenir un centre de recherche reconnu à l'échelle régionale et internationale. Il a établi des partenariats avec l'université locale, l'Université nationale de Madre de Dios (UNAMAD), l'Universidad de Ingeniería y Tecnología (UTEC) basée à Lima, ainsi qu'avec l'université Wake Forest et l'université de Notre Dame. Ses travaux comprennent la surveillance par satellite de la déforestation et de l'expansion de l'exploitation minière informelle, l'analyse hydrologique des impacts miniers sur les réseaux fluviaux, l'analyse sédimentaire du mercure et d'autres contaminants, ainsi que la restauration écologique des terres minières déboisées et dégradées. Le CINCIA occupe une position institutionnelle inhabituelle en tant qu'ONG laïque publiant des articles évalués par des pairs universitaires, mais entretenant des relations institutionnelles et personnelles avec l'Église catholique. Il maintient un niveau d'ancrage communautaire qui reflète l'histoire pastorale du vicariat, en s'engageant auprès de communautés minières qui se montreraient normalement méfiantes envers des scientifiques extérieurs mesurant les caractéristiques environnementales de l'exploitation minière ou évaluant les méthodes minières artisanales.

L'assistance technique apportée par CINCIA dans deux domaines s'inscrit dans la mission environnementale du Vicariat, qui consiste à « prendre soin de notre maison commune ». Le premier consiste à éliminer le mercure des sites miniers, ce qui implique de soutenir à la fois les maillons en amont et en aval de la transformation artisanale de l'or. L'exploitation aurifère alluviale conventionnelle utilise du mercure pour amalgamer la poussière d'or issue des sédiments extraits des lits des rivières. Ce processus génère une contamination environnementale généralisée non seulement à proximité immédiate des sites miniers, mais aussi en aval ou dans les zones déboisées, y compris une pollution atmosphérique au mercure (Gerson et al. 2022). Le CINCIA a aidé les mineurs à intégrer des tables vibrantes de faible technicité qui séparent l'or des sédiments par la gravité et les vibrations plutôt que par amalgamation chimique, éliminant ainsi le mercure de ce processus sans interrompre les opérations minières. La concession de Playa Marta, où travaille Lucila Huanca, représente l'une des principales réalisations du CINCIA dans le cadre de cette initiative, démontrant que cette technologie est à la fois techniquement viable et éthiquement importante pour les mineurs eux-mêmes.

Les maillons en amont de la chaîne d'approvisionnement de l'or artisanal dans la région de MDD posent un autre ensemble de défis pour l'or « propre » (sans mercure). Comme l'ont souligné les participants à la réunion RNM-MAPE, les incitations sont fondamentales pour rendre les meilleures pratiques possibles. Il s'avère que les acheteurs d'or locaux n'offrent pas de prime pour l'or sans mercure ; en fait, ils sont réticents à acheter de l'or qui ne présente pas les traces de mercure qui caractérisent depuis si longtemps les produits artisanaux. Comme alternative, certaines mineuses ont décrit comment elles transportaient personnellement leur or sans mercure dans leurs vêtements ou sous forme de bijoux, pour le vendre sur les marchés centraux de Lima ou de Cusco. Le CINCIA a proposé l'idée d'un mécanisme d'achat public – une entreprise publique qui achèterait de l'or certifié « propre » à un prix majoré – ce qui modifierait les incitations du marché, mais cela nécessiterait des réformes nationales.⁵ En l'absence de ce mécanisme, l'adoption de technologies propres reste tributaire des

⁵ Il existait depuis plusieurs décennies une banque minière nationale – *le Banco Minero del Perú* – qui pouvait intervenir sur les marchés de cette manière, mais elle a été liquidée en 1992 sous le régime Fujimori.

engagements éthiques et des perspectives à long terme des mineurs individuels et des investisseurs spéculatifs qui les financent, dont seule une petite partie est officiellement enregistrée. Les réseaux de CINCIA et du Vicariat ne touchent que les mineurs les plus motivés, tandis que les conditions du marché obligent la plupart des mineurs à continuer d'utiliser le mercure à grande échelle.



Un deuxième domaine d'activité mené par le CINCIA, qui s'inscrit dans la mission environnementale du Vicariat, est la restauration des terres exploitées. L'exploitation alluviale enlève la couche arable, compacte le sous-sol, remplit les rivières de sédiments dragués et laisse des carrières de gravier stériles où l'eau stagne et est contaminée au mercure. Le CINCIA a développé des méthodes pour restaurer ces terres de jungle autrefois prospères, en s'appuyant sur des collaborations de recherche sur le terrain avec des universités internationales. Ces techniques comprennent la fermeture progressive des sites miniers, la préservation de la couche arable avant l'extraction, la replantation d'espèces indigènes et la création de bassins de sédimentation pour limiter la contamination en aval.

Dans la concession de Playa Marta, en cours de formalisation, ces pratiques de gestion des terres ont même permis la mise en place d'une pisciculture (*piscigranja*), d'un élevage de palourdes d'eau douce pour la consommation de déchets organiques et de vergers. Comme l'a décrit Lucila à l'auteur de cette étude de cas : « Nous avons la nature. Un étang rempli de poissons. De nombreuses zones sont désormais améliorées. Nous travaillons sur de nombreux aspects. » L'intégration de l'aquaculture dans la restauration écologique des sites miniers s'inscrit directement dans la stratégie de l'Église en matière de moyens de subsistance alternatifs (voir section 3.3) et illustre comment l'assistance technique en matière de bonnes pratiques écologiques peut renforcer les engagements éthiques des mineurs.

Outre le CINCIA, le Vicariat a également collaboré avec des institutions étatiques, ajoutant ainsi une autre dimension à son écosystème de gouvernance dans le MDD. Le centre de vulgarisation agro-industrielle relevant du ministère de la Production (*Centro de Innovación Productiva y Transferencia Tecnológica Productiva Madre de Dios*, ou CITE-MDD) entretient un partenariat avec la coopérative agricole du Vicariat, COOPSSUR, depuis 2017. Le CITE-MDD fournit à COOPSSUR des services d'analyse en laboratoire, de transformation alimentaire et d'aide à l'innovation produit, contribuant ainsi à la transformation du *copoazú* (une plante locale apparentée au cacaoyer) en beurre, ainsi qu'à la gestion de la qualité du cacao et de la noix du Brésil (*castaña*).

L'avantage concurrentiel de cette collaboration entre l'institution publique CITE-MDD et la COOPSSUR, affiliée à l'Église, est notable. Sans la base de membres et la fiabilité de la coopérative, le CITE-MDD ne disposerait pas d'un partenaire efficace au sein des communautés qu'il dessert. Sans l'investissement de l'Église dans le maintien des relations entre les agriculteurs de la coopérative, le CITE-MDD (et les capacités techniques de l'État) resterait au point mort. Un représentant du CITE-MDD a reconnu que le partenariat avec COOPSSUR figurait parmi les plus productifs de son portefeuille, et le potentiel d'innovation supplémentaire a été souligné.

Lors d'une réunion de coordination de COOPSSUR en mars 2025 à laquelle l'auteur de cette étude de cas a assisté, une caractéristique importante des activités du Vicariat dans le MDD a été mise en lumière. Le président de COOPSSUR a fait remarquer que, même si la dimension religieuse du Vicariat et de sa coopérative agricole n'était

presque jamais abordée directement avec les producteurs, il fallait mieux comprendre comment elle influençait la participation et l'organisation. Sa remarque révèle que l'identité religieuse du Vicariat est davantage une caractéristique contextuelle de son engagement technique qu'un élément de son contenu opérationnel. La mission théologique du Vicariat, qui s'articule autour d'une écologie intégrale de l'Amazonie en accord avec *Laudato Si'*, façonne l'institution sans imprégner de manière visible les opérations par lesquelles le travail est accompli. Cela invite à une réflexion plus large, abordée dans la section conclusive, sur ce qui est spécifiquement catholique dans l'engagement technique du Vicariat, et sur ce que l'Église apporte à la gouvernance environnementale dans le MDD qu'une organisation laïque opérant dans le même espace n'apporterait pas.

Moyens de subsistance alternatifs : COOPSSUR et l'agroforesterie

La troisième dimension de la réponse du Vicariat à l'exploitation minière informelle dans la MDD est la promotion de moyens de subsistance alternatifs basés sur la forêt par le biais de l'agroforesterie coopérative. Cet effort vise à faire évoluer la logique économique dominante de la région, en la détournant de l'extraction pour l'orienter vers des pratiques régénératrices et la gestion responsable des terres. Cela nécessite la mise en place d'une infrastructure organisationnelle et commerciale grâce à laquelle le secteur agricole en Amazonie puisse offrir à la population régionale un moyen de subsistance alternatif viable à l'exploitation aurifère. Le fait que cette ambition soit poursuivie à un coût considérable, et en grande partie en l'absence d'investissements publics, en fait, comme nous le verrons ci-dessous, moins un programme qu'une forme de gouvernance par la gestion responsable qu'aucune institution publique de la région n'est actuellement en mesure de mettre en œuvre.

Fondé en 2014 sous l'impulsion entrepreneuriale de la Pastorale sociale du Vicariat, COOPSSUR met en commun les terres, les ressources et les processus de commercialisation de dizaines de familles de producteurs situées le long du corridor de l'autoroute interocéanique. Il fournit aux agriculteurs une assistance technique, un accès au marché et un soutien à la stratégie de marque, une gestion financière, ainsi qu'un soutien juridique et organisationnel auxquels les petits exploitants individuels de MDD ne pourraient pas facilement accéder de manière indépendante. Son slogan est « le véritable or de Madre de Dios » (COOPSSUR, s.d.).

Une caractéristique structurelle distinctive de la coopérative réside dans son architecture foncière. COOPSSUR ne repose pas sur des titres fonciers collectifs, mais met plutôt en commun les ressources organisationnelles et commerciales tout en préservant les droits de propriété individuels. Cette propriété individuelle offre aux membres une base juridique pour résister aux empiètements des mineurs ou des exploitants forestiers, mais cela signifie également que la coopérative ne bénéficie pas des protections territoriales que peuvent conférer les titres communaux autochtones, même si, comme l'a noté le conseiller juridique de COOPSSUR, il existe de nombreuses zones d'ombre juridiques et que les réalités sociales et écologiques ne correspondent pas toujours à la carte juridique.

Cette structure de propriété individuelle expose directement les membres de la coopérative aux dynamiques de gouvernance criminelle qui imprègnent la région. Des entretiens avec des agriculteurs locaux ont révélé que des organisations criminelles extorquent les propriétaires fonciers en leur vendant une « sécurité » contre les opérations minières informelles et illégales, tandis que les mineurs et leurs affiliés intimident ceux qui invoquent l'action légale de l'État. Selon le conseiller juridique de la coopérative, certains propriétaires fonciers de mauvaise foi ont même appris à utiliser le « *proceso de denuncia* » – la procédure administrative de plainte permettant de signaler une invasion ou un crime environnemental – comme une forme d'autoprotection stratégique. Sachant que la procédure est lente et aboutit rarement à une application de la loi, ils déposent



des plaintes non pas dans l'espoir réel d'une action de l'État, mais pour créer une trace écrite. Si leurs terres venaient à être saisies par des opérations minières liées à la criminalité, la plainte documentée leur permettrait d'imputer la responsabilité à l'État pour son inaction plutôt que d'être accusés d'avoir tacitement autorisé ou coopéré à l'empiétement.

La corruption des fonctionnaires aggrave ces pressions. En 2020, un important réseau criminel connu sous le nom de « Los Hostiles de la Amazonía » – impliquant des responsables régionaux des forêts, des agents des douanes et des agents de la police nationale – a été démantelé à la suite d'une opération menée par le ministère public péruvien (Ministerio Público Fiscalía de la Nación, 2020). Plutôt que des stupéfiants, ce réseau faisait le trafic de bois, avec des exploitants illégaux, des financiers et des fonctionnaires qui falsifiaient systématiquement les documents et contournaient les postes de contrôle à travers Madre de Dios. Le contrôle criminel des zones minières s'est depuis intensifié. En 2025-2026, des groupes armés tels que *Los Guardianes de la Trocha* exerçaient une autorité quasi-gouvernementale sur une grande partie du corridor de *La Pampa*, percevant des péages, contrôlant les avant-postes de traitement de l'or et intimidant aussi bien les journalistes, les procureurs que les mineurs légaux (Colombié, 2026).

Les membres de la COOPSSUR sont de petits propriétaires fonciers dont les parcelles, détenues à titre individuel, sont situées à proximité de ce corridor, ce qui les expose aux mêmes dynamiques d'extorsion et de pression territoriale. Comme l'a observé le conseiller juridique de la coopérative, les propriétaires fonciers vivent ici dans un état permanent de précarité juridique, jonglant entre les menaces des prestataires de « sécurité » criminels d'un côté et la lenteur des mécanismes d'application de la loi de l'État de l'autre. Cet environnement façonne profondément la logique organisationnelle de COOPSSUR, motivant la documentation collective, la représentation juridique et la formalisation des relations commerciales qui renforcent le commerce tout en protégeant les membres contre les empiétements criminels.

COOPSSUR met également en œuvre un modèle agroforestier à différents stades de maturité et de complexité écologique. Une ferme coopérative visitée par l'auteur intègre l'élevage bovin sylvopastoral à la production de cacao et à d'autres cultures vivrières, illustrant une logique écologique et économique sophistiquée. La ferme gère près de 150 têtes de bétail dont le fumier fournit un engrais organique pour le cacao et les cultures

intercalaires. Afin de garantir que l'engrais soit exempt de produits chimiques vétérinaires qui contaminent le sol et compromettent la certification biologique, l'exploitation a progressivement abandonné les traitements synthétiques à base d'ivermectine pour adopter des pratiques agroforestières naturelles. L'intégration de l'élevage, de la gestion de la nutrition des sols, de la certification biologique et de l'accès au marché au sein d'une exploitation familiale illustre la valeur de COOPSSUR et le cadre organisationnel qu'elle fournit.

Une autre exploitation visitée par l'auteur a révélé une autre fonction bénéfique assurée par COOPSSUR : l'accès aux marchés et aux services. Le village où se trouve l'exploitation (à environ 50 km à l'intérieur des terres depuis l'autoroute interocéanique), Lucerna, n'est accessible que par la rivière ou par une route non goudronnée que la municipalité n'a jamais entretenue et que les communautés doivent déblayer et réparer elles-mêmes. Ces conditions structurelles rendent le rôle de la coopérative indispensable pour assurer l'accès au marché et d'autres services de vulgarisation.

COOPSSUR a récemment étendu son champ d'action à une communauté autochtone Amahuaca située à environ une heure et demie en amont de Lucerna. Outre une excellente culture du cacao, la communauté a développé un projet d'écotourisme et vend des produits artisanaux. Lors d'une visite en mars 2025, l'assistante sociale du vicariat a aidé le comité des femmes à se constituer en *junta comunal* – un statut administratif qui permettrait d'accéder plus directement aux fonds publics. Cela illustre le potentiel du vicariat à intégrer des communautés autochtones dans son réseau, à développer la production de cacao (l'une des activités les plus lucratives) sous l'égide de COOPSSUR, et à étendre son rayonnement écologique et culturel au-delà des communautés paysannes qui constituent le cœur de ses membres.

Sur le plan technique, le COOPSSUR peut faciliter une gouvernance agricole fondée sur des données factuelles grâce à l'analyse des sols. En collaboration avec un étudiant diplômé en biologie de l'université de Notre Dame, les dirigeants du COOPSSUR ont entrepris des prélèvements comparatifs sur les parcelles des membres (fertilisées par opposition à non fertilisées, forestières par opposition à dégradées, en monoculture par opposition à en culture intercalaire) afin de produire des données susceptibles d'améliorer les pratiques agricoles et la productivité des sols.

Par l'intermédiaire de COOPSSUR, le vicariat exerce une forme de gouvernance environnementale, non pas par un mandat légal, mais par la gestion responsable, l'engagement et la compétence sur le terrain. Le président de COOPSSUR a fait remarquer que l'exercice d'échantillonnage des sols pourrait inciter l'État à subventionner un échantillonnage plus systématique des terres agricoles. De cette manière, les initiatives locales et la production de connaissances peuvent générer la base factuelle nécessaire pour motiver l'action de l'État. L'inauguration par le gouvernement, en mars 2025, d'un nouveau laboratoire destiné à traiter les échantillons de sol provenant de terres dégradées par l'exploitation minière suggère que les conditions institutionnelles nécessaires à ce type d'adoption par l'État sont au moins partiellement réunies (Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana, 2025). L'échantillonnage des sols illustre ainsi plus largement la logique qui sous-tend l'approche du Vicariat : les institutions affiliées à l'Église, telles que COOPSSUR, peuvent investir (à titre privé) dans les connaissances et les capacités organisationnelles, générant des données factuelles et une confiance susceptibles d'attirer progressivement des ressources publiques, et de façonner ainsi l'implication future de l'État.

COOPSSUR se distingue des autres modèles de développement rural axés sur l'agriculture en s'ancrant comme une plateforme de gouvernance multi-institutionnelle, rassemblant les ressources institutionnelles du Vicariat, des agriculteurs privés et des services publics de vulgarisation. Les réseaux de la coopérative

s'étendent à l'ensemble des acteurs étatiques et du marché dans la région, permettant à l'Église d'influencer une communauté plus large.

AgroBanco, la banque agricole péruvienne, a identifié COOPSSUR comme l'une de ses coopératives les plus fiables dans le cadre du MDD. Le directeur régional de la banque a décrit la coopérative comme « accomplie, sérieuse, irréprochable, dotée d'une vision et d'une couverture » (communication personnelle à l'auteur). Une telle caractérisation reflète la discipline organisationnelle que le soutien institutionnel du Vicariat renforce encore davantage. La fiabilité est un facteur déterminant en matière d'accès au crédit : les taux d'intérêt préférentiels d'AgroBanco (8 à 9 % pour les coopératives, contre 20 % ou plus pour les emprunteurs individuels) dépendent de la qualité de la gouvernance coopérative, et les antécédents de COOPSSUR lui permettent d'accéder à des conditions auxquelles les particuliers ou les coopératives mal gérées n'ont pas accès. Les commentaires du directeur de la banque suggèrent que les performances de COOPSSUR ne sont pas représentatives du secteur coopératif de la région, et que les fondements organisationnels fournis par Caritas MDD constituent un véritable atout concurrentiel.

COOPSSUR dispose sans aucun doute d'une marge d'amélioration considérable. Son directeur a souligné que des problèmes de gestion interne subsistent, notamment en matière de certification des produits biologiques et de planification stratégique. Il estime que la coopérative souffre d'un « trop grand nombre de perspectives mais d'un manque de concentration » (communication personnelle). La structure de propriété foncière individuelle peut également limiter la capacité de la coopérative à mener le type d'interventions écologiques à grande échelle – comme la connexion de corridors fauniques ou la restauration de bassins versants – qu'implique sa vision la plus ambitieuse.

Un obstacle structurel supplémentaire pour COOPSSUR, et pour l'agroforesterie en général, est la vulnérabilité climatique. De nombreux agriculteurs ont noté que les sécheresses se sont intensifiées depuis 2020. Des maladies fongiques comme *l'escoba de bruja* (littéralement, « balai de sorcière ») qui infecte les plants de cacao ou *du copoazú* ont été exacerbées par la hausse des températures. Le processus de certification biologique, qui pourrait offrir des primes de prix rendant le modèle agroforestier économiquement compétitif par rapport à l'exploitation minière, exige un respect constant de normes que les contraintes climatiques rendent plus difficiles à satisfaire. Ensemble, ces pressions climatiques imposent une évaluation continue des cultures alternatives et des stratégies de gestion. Tout cela souligne à quel point la viabilité économique de COOPSSUR repose sur des conditions écologiques de plus en plus incertaines.

Fondamentalement, la stratégie de moyens de subsistance alternatifs promue par le COOPSSUR ne peut à elle seule résoudre les défis économiques structurels du MDD. Compte tenu du prix élevé de l'or, les revenus miniers – même dans les exploitations informelles – restent nettement supérieurs à court terme à ceux de la culture du cacao ou *du copoazú* pour la plupart de la population. L'approche du Vicariat ne vise pas à persuader les mineurs que l'agriculture est plus rentable que l'exploitation minière. Elle consiste plutôt à mettre en place une infrastructure organisationnelle, technique et commerciale susceptible de faire de l'agroforesterie une voie viable à long terme pour ceux qui décident, pour des raisons éthiques, communautaires ou pratiques, de réduire leur dépendance à l'égard de l'extraction minière ou forestière. Les initiatives de l'Église en faveur de moyens de subsistance alternatifs dans le MDD visent à soutenir un choix fondé sur des valeurs en faveur d'un avenir économique plus respectueux de l'environnement, en garantissant l'existence de conditions institutionnelles permettant à ce choix de rester durable. La question de savoir si ce consensus peut être significativement élargi, et si le corridor minier du MDD peut être réorienté pour s'éloigner de l'économie basée sur l'extraction minière, dépend de décisions politiques et stratégiques qui dépassent largement le champ d'action du COOPSSUR ou du Vicariat, aussi bien organisés soient-ils.

4. Réflexions finales

Cette étude de cas a examiné la réponse du vicariat de Puerto Maldonado à l'expansion spectaculaire de l'exploitation aurifère informelle dans la région de Madre de Dios, au sud-est du Pérou, sous trois angles : (1) le soutien à la gouvernance en matière de formalisation ; (2) la collaboration technique visant à introduire des pratiques minières plus propres ; et (3) la promotion de moyens de subsistance alternatifs par le biais de l'agroforesterie coopérative. Sur ces trois axes, l'approche du Vicariat en Amazonie se distingue d'autres formes d'activisme de l'Église au Pérou, telles que les déclarations publiques dénonçant les pratiques extractives, la défense juridique fondée sur la collecte de preuves scientifiques ou la médiation entre les communautés et les sociétés minières privées. Le Vicariat a plutôt investi dans la mise en place d'institutions de gouvernance qui ont été structurellement sous-financées par l'État. Il y est parvenu grâce à des décennies de travail visant à instaurer la confiance avec les populations locales – mineurs, agriculteurs, scientifiques, universités, agences étatiques locales et organisations de développement –, créant ainsi un écosystème multipartite dans lequel le Vicariat joue un rôle de pivot à bien des égards.

Le cas de la MDD remet en question un cadre axé sur les conflits qui a jusqu'à présent caractérisé les récits de l'implication de l'Église catholique dans le secteur minier en Amérique latine (en tant que médiateur, voix prophétique ou intermédiaire entre les communautés et les entreprises). Lorsqu'il n'y a pas de contrepartie corporative identifiable à affronter, ni d'appareil étatique fonctionnel à solliciter, la contribution distinctive de l'Église n'est pas conflictuelle mais constructive. Elle peut œuvrer à la création de conditions organisationnelles dans lesquelles une exploitation minière responsable et des moyens de subsistance alternatifs deviennent viables pour ceux qui les recherchent. Ce rôle de gestion a été rendu possible par la légitimité institutionnelle et la confiance acquises auprès des populations locales, que les organisations de développement laïques ou les agences étatiques de la région n'ont pas su susciter. Cela se traduit par un capital social accumulé au fil de décennies de présence pastorale et cristallisé dans des institutions telles que Caritas, CINCIA et COOPSSUR, dont la crédibilité auprès des communautés repose sur un engagement éthique constant.

Trois réflexions critiques nuancent ce bilan positif et identifient les limites de ce qu'une approche telle que celle du Vicariat de Puerto Maldonado peut accomplir. Premièrement, l'approche du Vicariat touche les personnes motivées, mais pas la majorité. La frange des habitants de la MDD qui se sont formalisés, ont adopté des tables vibrantes, ont rejoint COOPSSUR ou se sont reconvertis dans la culture du cacao ont pris au préalable un engagement fondé sur des valeurs en faveur de la mise en œuvre de pratiques responsables. L'écosystème géré par le Vicariat apporte un soutien organisationnel qui améliore les chances que ces engagements soient durables, mais il ne génère pas l'engagement lui-même, bien que le travail de formation morale de l'Église puisse le susciter dans une certaine mesure, en considérant l'engagement écologique comme l'expression de la foi et de la croyance en Dieu. La plupart des exploitants informels du corridor minier restent largement hors de portée de toute intervention que le Vicariat ou ses partenaires peuvent mener. L'intervention militaire du gouvernement, l'*Operación Mercurio*, a démontré en 2019 que l'action coercitive de l'État peut temporairement faire reculer l'exploitation minière illégale, mais ne peut à elle seule maintenir la volonté politique ou la capacité institutionnelle nécessaires pour assurer cette coercition sur le long terme.⁶ Ni une coopérative religieuse ni une ONG scientifique ne peuvent se substituer à ce type d'autorité publique durable. Le paradoxe qui émerge de la politique de formalisation – dans laquelle l'État impose la conformité, mais ne peut soutenir ni dissuader la

⁶ L'*Operación Mercurio* était une intervention multi-agences qui a déployé environ 1 200 policiers et 300 militaires pour démanteler les camps miniers illégaux, les dépôts de carburant et les comptoirs d'achat d'or dans le corridor de La Pampa. Selon les chercheurs, elle a entraîné une réduction à court terme de la déforestation, mais s'est avérée non durable à long terme (SPDA 2019 ; Dethier et al. 2023).

non-conformité à grande échelle – continuera d’encourager l’exploitation minière informelle à moins d’être résolu par une réforme politique au niveau national.

Deuxièmement, le succès du Vicariat tel qu’il est décrit dans cette analyse comporte un paradoxe qui lui est propre. Plus les institutions affiliées à l’Église remplissent efficacement les fonctions de gouvernance de l’État – en absorbant les coûts de formalisation, en fournissant des services de vulgarisation agricole, en facilitant l’accès au crédit, en organisant des partenariats interinstitutionnels – moins l’absence de l’État devient visible, et moins la pression politique s’accumule pour que l’État renforce les capacités qui lui font défaut. La dépendance d’AgroBanco à l’égard de la discipline organisationnelle du COOPSSUR, la reconnaissance par la Direction régionale de l’agriculture que la coopérative est un modèle pour l’avenir, la dépendance opérationnelle du CITE-MDD vis-à-vis d’un partenaire fondé par l’Église : chacune de ces relations est, prise isolément, une collaboration productive. Prises ensemble, elles constituent un risque « compensatoire » que l’infrastructure organisationnelle mise en place par l’Église devienne un alibi structurel justifiant le sous-investissement persistant de l’État dans la région. La question de savoir si l’approche du Vicariat produit un changement social durable ou absorbe les coûts d’un échec politique sans le résoudre est une question à laquelle aucune excellence organisationnelle ne peut répondre indépendamment des décisions politiques prises aux niveaux national et régional.

Troisièmement, l’étude de cas a mis en évidence une lacune dans la perception que le Vicariat a de lui-même, qui ouvre la voie à un programme de recherche et d’organisation. L’aveu du directeur du COOPSSUR selon lequel la relation entre identité religieuse et participation économique n’est presque jamais abordée avec les producteurs suggère que les ressources théologiques que le Vicariat apporte nominalement à son travail – écologie intégrale, option préférentielle pour les pauvres, soin de notre maison commune – n’ont pas été systématiquement mobilisées au niveau opérationnel où se déroule l’essentiel de ce travail. L’importance analytique de ce constat dépend de notre conception de la contribution distinctive de l’Église : est-elle principalement une formation morale et spirituelle, ou principalement institutionnelle ? Les éléments issus de cette étude suggèrent la seconde option : ce que le Vicariat apporte, c’est une infrastructure relationnelle – confiance, légitimité, capacité de rassemblement, présence à long terme – plutôt qu’une formation spirituelle et morale. Mais cela ne signifie pas que la dimension théologique soit sans pertinence. Les institutions laïques ne sont souvent pas en mesure de lancer des appels éthiques comme l’Église peut le faire. L’Église propose une vision territoriale de l’épanouissement humain et écologique qui s’inscrit largement dans la lignée des modes de connaissance et de relation au monde naturel propres aux peuples autochtones, dans laquelle l’Amazonie n’est pas simplement gérée, mais soignée et aimée – comme une personne à qui l’on écrit une lettre, comme l’a fait le pape François dans son exhortation post-synodale *Querida Amazonia*. Traduire cette vision en pratique opérationnelle en la reliant au travail quotidien de formation à l’utilisation des tables vibrantes et de certification du cacao, et en tissant des liens solides avec des acteurs soucieux de l’environnement, reste une tâche inachevée du Vicariat à une époque où le changement climatique s’accélère.

Un fil conducteur qui relie ces trois réflexions mérite d’être explicitement mis en évidence. Le travail du Vicariat à Madre de Dios ne peut être dissocié de son long engagement interculturel et de ses relations interreligieuses avec les peuples autochtones du bassin versant. La mission dominicaine fondée en 1900 s’est, dès sa création, organisée autour de l’accompagnement des Harakmbut, des Ese-Eja, des Yine, des Matsigenka, des Amahuaca, des Shipibo et d’autres peuples du bassin de Madre de Dios, et non autour des frontières extractives ou des paroisses de colons-agriculteurs. Cette orientation est importante dans une région où, comme le montre Orihuela (2017), une logique gouvernementale pro-autochtone a longtemps coexisté avec les logiques développementalistes et conservationnistes qui façonnent l’action de l’État en Amazonie. La Fédération autochtone de la Madre de Dios et

de ses affluents (Federación Nativa del Río Madre de Dios y Afluentes, FENAMAD), fondée en 1982 pour défendre les droits fonciers des Harakmbut, et la Fédération des producteurs agricoles de Madre de Dios (FADEMAD), qui lui est alliée, ont joué un rôle central dans les coalitions qui ont donné naissance à la réserve nationale de Tambopata et au parc national de Bahuaja-Sonene – l'épine dorsale juridique et écologique du corridor sur lequel repose une grande partie de l'analyse ci-dessus. Le Vicariat ne génère pas cette voix politique autochtone ; la FENAMAD le fait depuis plus de quatre décennies. Mais il se situe à la croisée des revendications de savoirs religieux, scientifiques et autochtones d'une manière que peu d'autres institutions de la région de Madre de Dios peuvent égaler. Le Synode panamazonien de 2019 du pape François et l'exhortation post-synodale *Querida Amazonia* (2020) ont redéfini théologiquement cette intersection, en traitant les cosmovisions autochtones amazoniennes comme des sources de perspicacité écologique et de renouveau pastoral plutôt que comme des objets d'évangélisation. Les institutions PUAM, REPAM et CEAMA décrites dans la section 2 sont l'expression opérationnelle de cette réorientation. L'engagement de COOPSSUR auprès de la communauté amahuaca de Boca Pariamanu en est un exemple modeste mais concret : plutôt que d'intégrer la communauté dans le modèle existant de la coopérative, l'assistante sociale du vicariat a aidé le comité des femmes à se constituer selon ses propres termes en tant que *junta comunal*.

Il convient de s'interroger sur les conditions nécessaires à la reproduction de l'approche du Vicariat dans d'autres contextes, aussi exigeantes soient-elles. Ce qui rend le Vicariat efficace en matière de développement rural durable (DRD), ce n'est pas une intervention isolée, mais une combinaison d'atouts institutionnels : des partenaires scientifiques entretenant des relations profondes avec la communauté, une banque publique disposée à accorder des crédits préférentiels à une coopérative bien gérée, un gouvernement régional ouvert à des partenariats de promotion territoriale, et près de sept décennies de présence pastorale de l'ordre dominicain, remontant à l'élévation du Vicariat en 1956, sans lesquelles aucune de ces relations n'aurait pu être établie. Fondamentalement, la confiance institutionnelle dont jouit aujourd'hui le Vicariat auprès de la FENAMAD, de la FADEMAD, des Amahuaca et d'autres groupes organisés de la région est l'héritage de cette histoire pastorale orientée vers les populations autochtones ; elle n'est pas un simple complément aux atouts énumérés ci-dessus, mais leur condition préalable. Les caractéristiques géographiques et culturelles de la MDD sont également propres à la région. Le cas de Madre de Dios démontre qu'un tel rôle de gouvernance constructive est réalisable, mais il ne s'agit pas d'un modèle pouvant être reproduit mécaniquement. D'autres institutions ecclésiastiques confrontées à des défis comparables dans des régions minières informelles – du *galamsey* au Ghana à l'ASGM aux Philippines – peuvent disposer de tout ou partie de ces atouts, mais là où certains font défaut, le modèle doit être adapté. En l'absence de partenaires scientifiques locaux, la fonction d'assistance technique devrait être assurée par le diocèse lui-même ou par des partenaires universitaires internationaux. Lorsque les agences étatiques sont sous l'emprise des intérêts miniers, les partenariats avec des banques publiques ou des services de vulgarisation peuvent ne pas être disponibles, et la coopérative doit alors compter sur un financement privé ou international. Lorsque la présence pastorale de l'Église n'a pas eu suffisamment de temps ou de profondeur pour susciter la confiance de la communauté, une coopérative analogue à COOPSSUR peut avoir du mal à atteindre la fiabilité nécessaire pour obtenir un crédit préférentiel et un pouvoir de rassemblement. Ce que le travail du Vicariat à MDD offre aux autres institutions de l'Église est moins un modèle reproductible qu'un ensemble de principes : la patience plutôt que la rapidité, l'investissement relationnel plutôt que l'intervention programmatique, l'accompagnement des communautés autochtones et autres communautés historiquement marginalisées, et la volonté d'instaurer une confiance institutionnelle entre des secteurs qui sont habituellement séparés.

Le Vicariat de Puerto Maldonado a développé une position originale dans l'histoire de l'engagement de l'Église autour de l'exploitation minière au Pérou : un écosystème de gouvernance fondé sur l'accompagnement et

les engagements éthiques. Dans un contexte d'expansion minière au Pérou et d'accélération du changement climatique, les contributions les plus significatives de l'Église catholique pourraient bien ne pas être des déclarations épiscopales ou des médiations, mais des investissements institutionnels patients de ce type : la coopérative dont la gouvernance fiable débloque des crédits, l'ONG scientifique dont la crédibilité jette des ponts entre les communautés et les chercheurs, l'agriculteur dont la plantation de cacao sur un ancien site minier démontre, concrètement, qu'un avenir économique différent est possible. La question de savoir si ces contributions s'avéreront suffisantes face à l'ampleur du défi à Madre de Dios reste ouverte et ne peut être résolue par cette étude de cas. Ce qu'elle peut affirmer, c'est que la question elle-même – comment les communautés religieuses peuvent contribuer à une gouvernance durable des industries extractives dans des contextes de faiblesse institutionnelle – est une question que l'expérience du Vicariat rend à nouveau abordable.

Références

- Araújo-Flores, J. et al. 2024. *New Wetlands in the Mining Areas of Madre de Dios: Opportunities and Challenges for Development and Conservation*. Madre de Dios, Peru: Amazonian Scientific Innovation Institute.
- Arellano-Yanguas, J. 2014. "Religion and resistance to extraction in rural Peru: Is the Catholic Church following the people?." *Latin American Research Review* 49(S): 61–80.
- Artisanal Mining Grand Challenge: the Amazon. n.d. "[Lucila Huanca](#)."
- Asociación para la Investigación y Desarrollo Integral. 2020. "Minería ilegal en la zona de amortiguamiento de la Reserva Nacional Tambopata."
- Ávila Fernández, R. 2004. "Iglesia y minería en el nororiente del Perú: Conflictos sociales y ambientales entre comunidades, empresas mineras y gobierno." *Páginas* 29(187): 105–7.
- Banco Central de Reserva del Perú. Various years. [Statistical series on mining sector and GDP](#).
- Barreto, P. 2005. "El derecho a la vida y a la salud está por encima de cualquier otro." *Páginas* 30(191): 80–85.
- Brooks, S. 1999. "Catholic activism in the 1990s: New strategies for the neoliberal age." In *Latin American Religion in Motion*, eds. J. Prokopy and Ch. Smith. New York: Routledge.
- Caballero Espejo, J. et al. 2018. "Deforestation and forest degradation due to gold mining in the Peruvian Amazon: A 34-year perspective." *Remote Sensing* 10(12): 1903. doi:10.3390/rs10121903.
- Cardó, Martín A. 2024. [Minería Ilegal en la Amazonía Peruana](#). Lima: Fundación para la Conservación y el Desarrollo Sostenible – Perú.
- Colombié, E. 2026. "[‘I’ll rip your head off’: Gang’s grip over gold mines sows terror in Peru’s La Pampa](#)." *France* 24, 13 February.
- Conservación Amazónica (ACCA)/ Proyecto Prevenir de USAID. 2022. [Estimación de la Población Minera Informal e Ilegal en el Departamento de Madre de Dios, a Partir del Uso de Imágenes Satelitales Submétricas](#). Lima, Perú.
- COOPSSUR. n.d. "[Nosotros](#)."
- Cortés-McPherson, D. 2019. "Expansion of small-scale gold mining in Madre de Dios: 'Capital interests' and the emergence of a new elite of entrepreneurs in the Peruvian Amazon." *The Extractive Industries and Society* 6(2): 382–89.
- CPI Research. 2024. [Peru: Población 2024](#). Market Report.
- Damonte, G. H. 2018. "Mining formalization at the margins of the state: Small-scale miners and state governance in the Peruvian Amazon." *Development and Change* 49(5): 1314–35.
- Dethier, E. N. et al. 2023. "Operation Mercury: Impacts of national-level armed forces Intervention and

- anticorruption strategy on artisanal gold mining and water quality in the Peruvian Amazon.” *Conservation Letters* 16(5): e12978.
- Gerson, J.R. et al. 2022. “Amazon forests capture high levels of atmospheric mercury pollution from artisanal gold mining.” *Nature Communications* 13(559).
- Gibb, H. and K. Gr. O’Leary. 2014. “Mercury exposure and health impacts among individuals in the artisanal and small-scale gold mining community: A comprehensive review.” *Environmental Health Perspectives* 122(7): 667–72.
- Goldstein, R. 2022. “Life in traffic: Riddling field notes on the political economy of ‘sex’ and nature.” *Cultural Anthropology* 37(2).
- Graeter, S. 2017. “To revive an abundant life: Catholic science and neoextractivist politics in Peru’s Mantaro valley.” *Cultural Anthropology* 32(1): 117–48.
- Hartigan, L. 2025. [“The price of gold is skyrocketing. Why is this, and will it continue?”](#) *The Conversation*, October 15, 2025.
- Helgen, E. 2020. “Bishops, Priests, and CELAM.” In *The Oxford Handbook of Latin American Christianity*, eds. D. Th. Orique, S. Fitzpatrick-Behrens, and V. Garrard, 195–216. Oxford: Oxford University Press.
- Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana. 2025. [“El IIAP inaugura moderno laboratorio ambiental y fortalece la restauración de suelos degradados por minería.”](#) March 29, 2026.
- Instituto Nacional de Estadística e Informática. 2018. *Madre de Dios: Resultados Definitivos*. Lima, Perú: INEI.
- Keane, S. et al. 2023. “Mercury and artisanal and small-scale gold mining: Review of global use estimates and considerations for promoting mercury-free alternatives.” *Ambio* 52(5): 833–52.
- Klarenberg, G. et al. 2018. “Highway paving in the Southwestern Amazon alters long-term trends and drivers of regional vegetation dynamics.” *Heliyon* 4(8): e00721.
- Mainwaring, S. and A. Wilde. eds. 1989. *The Progressive Church in Latin America*. Notre Dame, IN: University of Notre Dame Press.
- Ministerio Público Fiscalía de la Nación. 2020. [“Madre de Dios: 36 meses de prisión preventiva para 14 funcionarios implicados en tráfico de madera.”](#) September 21, 2020.
- Olano, Elías García. 2025. [“¿‘Castigar’ concesiones mineras ‘ociosas’? Proyectos de ley podrían beneficiar a informales.”](#) *Gestión*. February 25, 2026.
- Orihuela, J. C. 2017. “Assembling Participatory Tambopata: Environmentality Entrepreneurs and the Political Economy of Nature.” *Forest Policy and Economics* 80: 52–62.
- Orozco, Z. T and M. Arce. 2024. “Informal, legal, or illegal? Varieties of artisanal mining in the Global South.” *World Politics* 76(4): 697–734.
- Paredes, M., C. Gianella, and S. Olivera. 2024. “Corrupting climate change institutions from the Inside: Systemic collusion in Peruvian forest governance.” *Political Geography* 108: 102991.
- Solidaridad Network. N.d. [“RECLAIM Sustainability.”](#)
- SPDA. 2019. [“Minería ilegal en Madre de Dios: Operación Mercurio 2019, el baile de los que faltan.”](#) *Actualidad Ambiental*. March 13, 2019.
- Synod of Bishops. 1971. [Justitia in Mundo](#).
- Torre-Marín R. et al. 2021. [Towards Sustainable Futures for Nature and People. An Appraisal Report for Madre de Dios, Peru](#). Wyss Academy for Nature at the University of Bern..
- USAID/PERU. 2020. [Case Study: Artisanal and Small-Scale Mining in Madre de Dios, Peru](#). LAC Environment Case Study.
- Valdés, R., C. Basombrío, and V. Dante. 2019. *Minería no formal en el Perú: Realidades, tendencias y ¿soluciones?* Lima: Capital Humano y Social S.A.
- Vicariato Apostólico de Puerto Maldonado. n.d. [“Quienes Somos.”](#)
- Wilson, A., A. Quiñón, and D. Sánchez-Ancochea. 2024. [Hacia una mejor formalización de la minería artesanal y](#)

[de pequeña escala \(MAPE\) en el Perú: Explorando cuellos de botella y opciones de política pública](#). Centro de Estudios sobre Minería y Sostenibilidad de la Universidad del Pacífico y Departamento de Desarrollo Internacional de la Universidad de Oxford. Documento de Trabajo.

World Gold Council. N.d. "[Price and Premium](#)."

Zegarra, R. E. 2023. "The preferential option of the poor: Liberation theology, pentecostalism, and the new forms of sacralization." *European Journal of Sociology* 64(1): 1–30.

Référence recommandée

McQuestion, Patrick (2026). "L'exploitation aurifère artisanale à Madre de Dios, vicariat de Puerto Maldonado, Pérou". Severine Deneulin et Caesar Montevécchio (eds). *Approches Catholiques de l'Exploitation Minière: Etudes de Cas*. University of Notre Dame et Laudato Si' Research Institute, Campion Hall, University of Oxford. <https://doi.org/10.7274/32952314>

Crédits photos

Toutes les photos figurant dans ce dossier ont été fournies par Patrick McQuestion. Tous droits réservés.